Document généré le 5 juin 2025 11:22

Cap-aux-Diamants
La revue d'histoire du Québec

L'Action libérale nationale et L'Union nationale
Le renouveau politique des années 1930

Alexandre Dumas

Numéro 144, hiver 2021

Les années 1930 : crise, espoirs et renouveau

URI : https://id.erudit.org/iderudit/95912ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)
1923-0923 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Dumas, A. (2021). L'Action libérale nationale et L'Union nationale : le renouveau politique des années 1930. *Cap-aux-Diamants*, (144), 9–13.

Tous droits réservés © Les Éditions Cap-aux-Diamants inc., 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

J.-Ernest Grégoire, avocat, vice-président de l'Association créditiste du Canada; candidat des électeurs dans le comté de Dorchester, sans date. Tract électoral pour les élections fédérales de 1945.

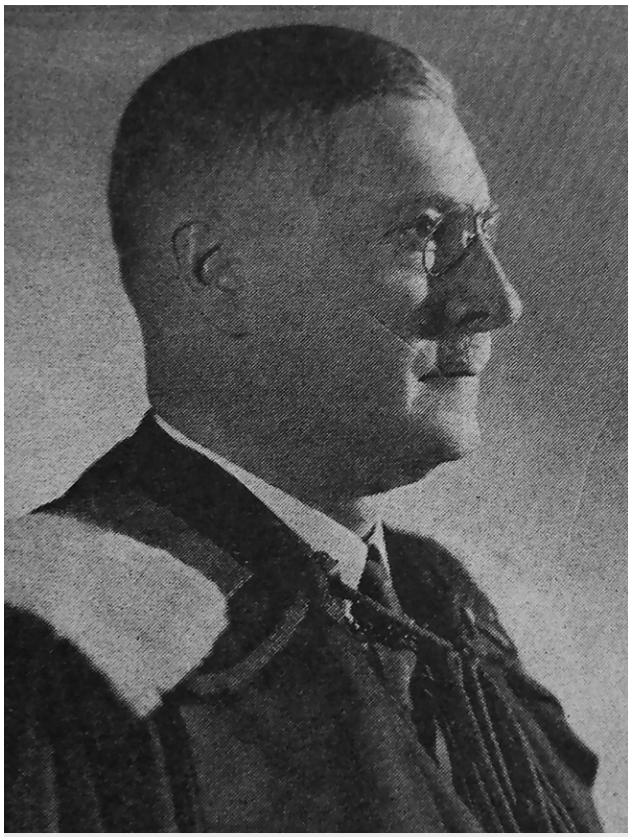
L'ACTION LIBÉRALE NATIONALE ET L'UNION NATIONALE : LE RENOUVEAU POLITIQUE DES ANNÉES 1930

par Alexandre Dumas

La Grande Dépression remet en question le bipartisme canadien en inspirant la création de plusieurs partis politiques qui remportent des succès variés.

En Colombie-Britannique et en Alberta, les années 1930 voient émerger le Parti Crédit social, qui sera au pouvoir plus de 30 ans dans les deux provinces. Sur la scène fédérale, le ministre conservateur Henry Herbert Stevens quitte son parti pour fonder le Reconstruction Party of Canada, dont le programme est clairement inspiré du New Deal du président américain Franklin Delano Roosevelt. On assiste également à la création de la Co-operative Commonwealth Federation, ou Parti social démocratique, qui vise à améliorer le sort des ouvriers et des cultivateurs tout en restant éloignée du socialisme européen. Aucun des nouveaux partis fédéraux ne parviendra à prendre le pouvoir, mais il est évident que la lutte à deux entre libéraux et conservateurs est maintenant chose du passé.

Au Québec, les deux principaux partis politiques sont remis en question de l'intérieur. L'élection de Maurice Duplessis comme chef du Parti conservateur pousse trois de ses onze députés à prendre leurs distances afin de proposer un programme de réformes visant à sortir la province de la crise. On propose notamment l'électrification des campagnes et la création d'un crédit agricole, les Canadiens français étant toujours perçus comme un peuple de cultivateurs. C'est toutefois au sein du Parti libéral que se produit la rupture la plus remarquée.



Philippe Hamel. (René Chaloult. « Le Dr Philippe Hamel ». Montréal, *L'œuvre des Tracts*, n° 407, mai-juin 1954.)

L'ACTION LIBÉRALE NATIONALE

Un groupe de jeunes libéraux frustrés par l'obstination du premier ministre Louis-Alexandre Taschereau à maintenir en place le système qui a permis la crise se dissocient du Parti libéral pour former l'Action libérale nationale (ALN) en 1934. Le chef du jeune parti est Paul Gouin, fils de l'ancien premier ministre Lomer Gouin et petit-fils de l'ancien premier ministre Honoré Mercier.

Le nouveau parti adopte le Programme de restauration sociale publié en 1933 par l'École sociale populaire dirigée par le jésuite Joseph-Papin Archambault. Il s'agit d'un ambitieux ensemble de réformes s'inspirant largement de l'encyclique *Quadragesimo Anno* du pape Pie XI. Pour la première fois, le clergé de la province de Québec fait appel à l'intervention directe de l'État pour assurer la redistribution des richesses et le retour à l'équilibre social. Parmi les mesures proposées, on retrouve la nationalisation de l'électricité, un code du travail et la lutte contre la corruption électorale. Pour sortir la population de la crise économique, le nouveau parti propose la réglementation des prix des biens essentiels, un régime de pensions de vieillesse et un programme d'allocations familiales.

Au cœur du programme de l'Action libérale nationale se trouve la lutte contre les monopoles dans les services publics. Il s'agit d'un mouvement qui a connu son heure de gloire au Canada à la fin du XIXe siècle. Ses principaux acteurs sont des hommes nantis qui cherchent à maintenir l'ordre établi en le rendant plus acceptable aux yeux de la classe ouvrière. Ce sont des militants de la première heure pour l'établissement d'un filet de sécurité sociale au Canada. À Montréal, les réformistes tiennent les rênes du pouvoir de 1904 à 1908, mais se révèlent impuissants à mettre en place leur programme face à l'opposition du Conseil législatif de Québec et des grandes entreprises. On retrouve une dynamique semblable à Québec dans les années 1930, où le maire réformiste Joseph-Ernest Grégoire (1934-1938) fait lui aussi face à l'opposition implacable du gouvernement provincial de Louis-Alexandre Taschereau dans ses efforts pour municipaliser la compagnie d'électricité Quebec Power. Le premier ministre lui-même et sa famille ont des intérêts dans les compagnies d'électricité et ne voient pas l'intérêt d'en faire des entreprises publiques.

L'impossibilité d'accomplir son programme sur la scène municipale conduit le maire Grégoire à se lancer en politique provinciale avec l'Action libérale nationale. Avocat, Grégoire est professeur d'économie politique à l'Université Laval et à l'Académie commerciale de Québec et il adhère à la doctrine sociale de l'Église. Il est donc naturel pour lui de se présenter avec le parti dont le programme est clairement inspiré des enseignements du pape.

Parmi les vedettes de l'Action libérale nationale, on retrouve également le dentiste Philippe Hamel, sommité dans son domaine et conférencier prisé sur la question de l'électricité. Sa campagne pour municipaliser l'électricité à Québec, où les taux de l'électricité sont de deux à trois fois plus élevés que dans les villes du Canada anglais, dépasse rapidement les limites de la ville. Hamel devient la tête d'affiche du mouvement pour la nationalisation de l'électricité dans les années 1930.

L'organisation de l'Action libérale nationale est confiée à l'avocat Oscar Drouin, député libéral de

Oscar Drouin. (*L'Action catholique*, 23 février 1937, p. 3.)

Québec-Est depuis 1928. Après avoir tenté pendant sept ans de convaincre ses collègues libéraux d'adopter un programme progressiste pour sortir la province de la crise, Drouin arrive à la conclusion que les réformes ne seront possibles qu'après avoir chassé Taschereau du pouvoir. Avec ces trois vedettes, l'Action libérale nationale semble avoir le vent dans les voiles dans la région de Québec.

Il est évident que la division des votes de l'opposition risque de profiter aux libéraux. À trois semaines du scrutin de 1935, les deux partis signent une alliance afin de se partager les circonscriptions électorales. Ils baptisent leur entente « l'Union nationale ». C'est sans enthousiasme que Paul Gouin et Maurice Duplessis acceptent de collaborer. L'Action libérale nationale ne peut compter que sur un financement limité, mais elle parvient à soulever les foules, contrairement au Parti conservateur, quant à lui riche, mais impopulaire. L'entente profite aux deux partis, puisque l'Union nationale récolte 42 des 90 sièges, à raison de 16 pour le Parti conservateur et de 26 pour l'Action libérale nationale.

Animal politique, Maurice Duplessis parvient rapidement à éclipser Paul Gouin. Il s'impose comme le chef unique de l'opposition et rallie la plupart des députés de l'Action libérale nationale. Il convainc Hamel, Grégoire et Drouin de sa détermination à nationaliser l'électricité et à mettre en place le programme de l'ALN. Il bénéficie donc du soutien des trois vedettes de Québec lors de la campagne électorale de 1936. L'Union nationale y fait élire 76 candidats contre 14 libéraux. La rupture est toutefois inévitable, puisque Duplessis n'a pas l'intention de suivre le programme « irréaliste » de l'ALN.

Bien que Duplessis ait traîné Hamel sur toutes les tribunes pendant la campagne électorale, il l'exclut de son cabinet au lendemain de la victoire. Pour le dentiste et ses partisans, cette décision montre que le chef conservateur n'a jamais été sincère dans sa volonté de faire la lutte au monopole de l'électricité. Hamel, Grégoire et Drouin siègent comme députés de l'Union nationale pendant six mois, mais quittent le parti lorsqu'ils réalisent que Duplessis n'a pas l'intention d'accomplir le programme qu'il défendait pendant l'élection. En 1939, Duplessis affirmera n'avoir jamais été d'accord avec « la plus grande partie de ce programme ».

Hamel, Grégoire et Drouin poursuivent leur combat pour des réformes, en particulier pour la nationalisation de l'électricité. En 1937, ils fondent le Parti national avec René Chaloult, un autre dissident de l'Union nationale. Leur programme est celui de l'Action libérale nationale. À l'Assemblée législative, le Parti national peine à faire sa place entre le Parti libéral et l'Union nationale, d'autant plus que Duplessis et ses députés multiplient les manœuvres pour empêcher leurs anciens alliés de s'exprimer. Les députés du Parti national profitent tout de même de la tribune que leur offre le Salon bleu pour véhiculer leur programme politique.

Une des idées les plus novatrices est celle de René Chaloult, qui propose en 1939 d'amender le Code civil du Québec afin de permettre aux femmes mariées d'administrer leurs biens et de signer en leur propre nom. Maurice Duplessis et ses lieutenants déclenchent alors une scène

tapageuse qui empêche le député de s'exprimer clairement. L'Union nationale profite de sa majorité pour bloquer le débat. C'est ainsi qu'il faudra attendre jusqu'en 1964 pour que le statut légal de la femme mariée soit modifié par le gouvernement du Québec. Les femmes sont les grandes perdantes de ce jeu politique qui a cours à l'Assemblée législative. Les nombreux députés qui luttent pour que le droit de vote soit accordé aux femmes voient leurs efforts anéantis par leurs collègues favorables à l'idée, mais qui souhaitent avant tout afficher les mêmes positions politiques que leur chef respectif.

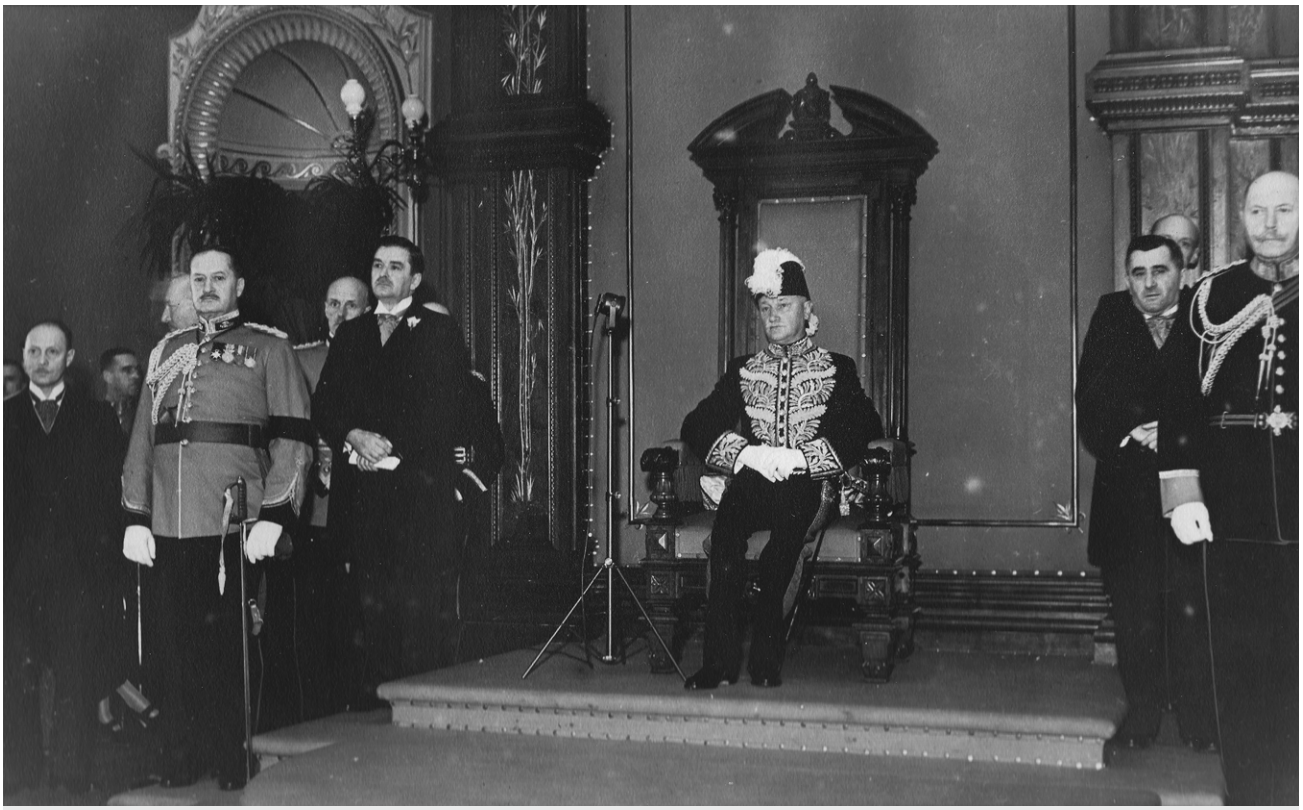
Paul Gouin. (https://fr.wikipedia.org/wiki/Paul_Gouin#/media/Fichier:Paul_Gouin.JPG)

Aux élections municipales de Québec en 1938, les deux principaux partis provinciaux unissent leurs forces pour déloger le maire Grégoire. Lucien Borne, le seul adversaire du maire sortant, était l'adversaire libéral de Philippe Hamel aux élections provinciales de 1936. Il reçoit le soutien non seulement de ses collègues libéraux, mais également de deux députés de l'Union nationale et échevins de Québec, Pierre Bertrand et Émile Boiteau, qui mettent leur organisation électorale à son service. Grégoire est vaincu par cette alliance d'ennemis traditionnels, et l'Union nationale se félicitera longtemps d'avoir assuré la victoire du nouveau maire libéral. Libéraux et unionistes s'allient pour maintenir le bipartisme.

Paul Gouin tente quant à lui de relancer l'Action libérale nationale, mais le parti n'a plus sa force originelle. L'ALN ne peut compter que sur un financement limité et sur une organisation atrophiée. Des différends personnels empêchent Paul Gouin de collaborer avec les députés du Parti national, qui ont quant à eux sabordé leur parti la veille des élections de 1939. Ils choisissent d'appuyer Adélard Godbout, le nouveau chef du Parti libéral, pour renverser Duplessis. Oscar Drouin se présente à nouveau comme candidat libéral et René Chaloult, comme libéral indépendant. Philippe Hamel les appuie, mais refuse de se présenter lui-même, dégoûté par son expérience politique. Joseph-Ernest Grégoire délaisse la politique traditionnelle et concentre ses efforts dans le nouveau mouvement du Crédit social. La confiance des anciens députés de l'ALN envers le Parti libéral semble fondée. Le gouvernement Godbout donne le droit de vote aux femmes et fonde Hydro-Québec en 1944 en nationalisant la compagnie d'électricité Montreal Light Heat & Power. Il est impossible de déterminer s'il avait l'intention d'aller plus loin, puisque l'Union nationale reprend le pouvoir quelques mois plus tard.

Le programme de l'Action libérale nationale trouve un nouveau souffle lors de la création du Bloc populaire canadien en 1943. La raison d'être du nouveau parti est la lutte contre la conscription, mais son programme économique et social est celui de Paul Gouin et de Philippe Hamel. Malgré tout, le parti ne parvient pas à se tailler une place sur l'échiquier politique. Il ne fait élire que quatre députés aux élections de 1944, et disparaîtra avant les élections de 1948. Le Parti libéral et l'Union nationale seront les deux seuls partis politiques importants sur la scène québécoise jusqu'à l'arrivée du Parti québécois en 1968 et du Ralliement créditiste en 1970. Les bouleversements politiques des années 1930 se soldent donc par un retour au bipartisme. L'Union nationale, malgré son visage neuf, n'est qu'une nouvelle mouture du Parti conservateur du Québec.

Jusqu'à un certain point, le programme politique de l'Action libérale nationale, du Parti national et du Bloc populaire canadien est celui de la Révolution tranquille. La plupart des réformes proposées



Anonyme. Ouverture de la Session Provinciale 9 Oct.1936.
La lecture du discours du Trône du premier gouvernement de l'Union nationale est faite par Ésioff-Léon Patenaude, lieutenant-gouverneur du Québec, flanqué à sa droite de Maurice Duplessis et à sa gauche, d'Oscar Drouin. (Coll. FDhistorien).

seront accomplies par l'équipe de Jean Lesage dans les années 1960. La popularité du programme dans les années 1930 est confirmée par les efforts de Duplessis pour se l'approprier. Après son arrivée au pouvoir, le chef de l'Union nationale a abandonné la plupart de ses promesses et contraint ses députés à accepter sa direction, sous peine de se voir privés de patronage. Il est permis de se demander si l'échec de ces trois tiers partis et des idées qu'ils véhiculaient s'explique par le fait que les Québécois n'étaient pas prêts à voir s'accomplir cet ambitieux programme de réformes dans les années 1930, ou si le progrès n'a pas plutôt été empêché par l'esprit de clocher qui animait les deux principaux partis politiques.

Alexandre Dumas est chargé de cours dans le réseau des Universités du Québec. Il détient un doctorat en histoire de l'Université McGill. Il est l'auteur du livre *L'Église et la politique québécoise de Taschereau à Duplessis* (McGill-Queen's University Press, 2019).

Pour en savoir plus :

Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec. « Journal des débats (1867 à ce jour) ». https://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/fr/1793-journal-des-debats-1867-a-ce-jour. (Page consultée le 28 octobre 2020).

Conrad Black. *Duplessis*, trad. de Monique Benoît. Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, 2 vol.

Paul-André Comeau. *Le Bloc populaire : 1942-1948*. Montréal, Québec/Amérique, 1982, 478 p.

Patricia Dirks. *The Failure of l'Action libérale nationale*. Montréal et Kingston, McGill – Queen's University Press, 1991, 199 p.

Alexandre Dumas. « Le droit de vote des femmes à l'Assemblée législative du Québec (1922-1940) ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 24, n° 3, 2016, p. 137-157.

Dennis Guest. *The Emergence of Social Security in Canada*, rééd. UBC Press, 2013, 390 p.